

Public-privé : l'hécatombe des emplois. À nous de déclencher l'unité dans la lutte, tous et toutes ensemble

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleurs, a été l'occasion de faire entendre la voix du monde du travail, face au discours réactionnaire et militariste ambiant, en France aussi bien que dans le reste du monde : comme aux États-Unis, pays de naissance du 1^{er} mai, contre Trump et sa politique ; ou en Turquie, contre le régime d'Erdoğan, en dépit de la brutale répression de la police qui a arrêté 400 personnes.

Les grèves continuent, n'en déplaisent au patronat et au gouvernement

Des luttes se déroulent localement, dans les entreprises privées comme les services publics, autour de la question des salaires, du maintien de l'emploi et de la défense des conditions de travail. Les cheminots entament une grève cette semaine, entraînant les cris d'orfraie des ministres et journalistes de connivence dénonçant les prétendus « privilèges » des travailleurs du rail. Il faut dire que tout ce beau monde s'y connaît plus que quiconque en avantages indus et en parasitisme social ! Pendant ce temps, la SNCF a réalisé un bénéfice net de 1,5 milliard d'euros en 2024, tandis que les cheminots n'ont touché que 0,5 % d'augmentation générale des salaires...

Nationaliser les licenciements...

La liste des plans de licenciements s'allonge. La semaine dernière, STMicroelectronics (1,6 milliard de dollars de bénéfices) et ArcelorMittal (1,3 milliard), ont ajouté leur pierre à l'édifice morbide, en annonçant respectivement 1 000 et 636 suppressions de postes en France, dont plus de 300 à Dunkerque pour le sidérurgiste.

Les responsables politiques et syndicaux de gauche se sont alors pressés à Dunkerque pour le 1^{er} mai, avec une solution magique pour sauver ArcelorMittal : la nationalisation. Le refrain est connu : dans les années 1970, le gouvernement de droite, sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait épongé les dettes d'Usinor et Sacilor, prenant une participation majoritaire dans les deux groupes. La gauche unie derrière Mitterrand avait poursuivi en achevant de nationaliser et c'est en fin de compte l'État qui a conduit lui-même des « restructurations ». Résultat des courses, 100 000 postes supprimés en une dizaine d'années et la

richissime famille de Wendel, maître historique des forges, indemnisée bien au-delà de la valeur d'usines obsolètes.

Bien sûr, les Ruffin, Tondelier, Faure et Trouvé jurent que la nationalisation permettra de sauver les emplois. Mais ce qu'ils veulent plus encore, c'est sauver l'acier « français » que les travailleurs fabriquent, au passage, avec un minerai de fer venu du monde entier. Qu'importe, leur nationalisme ne fait pas dans le détail. Ce qui compte pour eux, c'est que l'industrie de l'armement ait à disposition des bobines d'acier ces prochains temps pour fabriquer des engins de mort !

Se battre ensemble pour interdire les licenciements

Le nationalisme, même de gauche, pas plus qu'aucun protectionnisme, fût-il « solidaire », ne sont des solutions. Car cela revient à s'en remettre chacun de son côté à un État qui sert avant tout les riches, même quand des politiciens de gauche sont à sa tête.

C'est bien davantage une lutte d'ensemble, de tous les travailleurs, qu'il faudrait mettre à l'ordre du jour. À la SNCF, les directions des syndicats Sud et CGT ont décidé de saucissonner le combat : un jour pour les agents de conduite, un autre pour les contrôleurs, encore un autre pour les ateliers. Dans les usines qui licencient, les directions syndicales prescrivent également de cantonner la lutte à l'entreprise, dans d'interminables négociations où l'on se regarde avec le patron en chiens de faïence. Morceler les forces plutôt que les unir dans un combat général, ce serait la stratégie miracle ? Bien au contraire, il faut trouver le chemin de l'unité dans la lutte, avec en tête que toutes les grandes victoires ont été le résultat de grèves capables de faire boule de neige et de représenter une menace collective pour le patronat.

Les femmes toujours les plus opprimées

En 2025, 87 % du personnel infirmier, tous secteurs confondus, est féminin, selon la Drees. Ce chiffre s'élève même jusqu'à plus de 90 % pour les aides-soignantes. Pour l'historienne Michelle Perrot, ces métiers font « *appel à des compétences socialement construites comme féminines* », et c'est bien ça le problème. C'est le poids de la société patriarcale qui écarte la plupart des femmes, dans le milieu familial comme professionnel, des positions sociales les plus valorisées dans la société bourgeoise.

Sanofi : rira bien...

Lors de la dernière assemblée générale de ses actionnaires, le groupe pharmaceutique Sanofi a annoncé céder pour 10 milliards d'euros la majorité de sa filiale Opella, qui fabrique notamment le Doliprane, au fond d'investissement CD&R. Quant au salaire du PDG, il va passer de 1,4 en 2024 à 1,6 million d'euros en 2025, soit une hausse de 14,3 %. Un actionnaire a alors demandé : « *J'ose espérer que vous allez augmenter les salariés de 14 %.* » Ce qui a bien fait rire l'assistance. Le jour où les salariés réclameront leur dû, les actionnaires seront moins joyeux.

Un régime barbare allié de la France

Le ministre de l'Intérieur saoudien vient d'annoncer l'exécution de deux personnes condamnées pour des accusations de « *terrorisme* ». Un prétexte habituel pour se débarrasser des opposants. L'Arabie saoudite a procédé à au moins 100 exécutions capitales depuis le début de l'année. Les alliés occidentaux du royaume – au premier rang desquels les États-Unis et la France – ferment les yeux de peur d'indisposer la monarchie qui, chaque année, leur achète pour des dizaines de millions d'euros d'armement. On ne se fâche pas avec les bons clients.

Les cliniques privées fraudent sur notre dos

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a procédé en 2023 et 2024 à des contrôles auprès de 123 cliniques privées. Les trois quarts des établissements contrôlés présentaient des anomalies, notamment une information insuffisante des patients et une facturation induue (notamment pour chambre particulière, Wifi, etc.), voire frauduleuse, de prestations. En résumé, elles se sucent sur notre dos. À quand un grand service public national de santé, gratuit et sous le contrôle des assurés sociaux ?

Déserts médicaux et répartition de la misère

30 % de la population vit dans « un désert médical », c'est-à-dire n'arrive pas à trouver un médecin pour se soigner. Les pouvoirs publics veulent obliger les nouveaux médecins à s'y installer, voire forcer ceux déjà installés ailleurs à y passer deux jours par mois. Des « solutions » à la petite semaine qui masquent le problème essentiel : le manque flagrant de médecins et de personnel soignant et des budgets en diminution constante pour la formation du personnel soignant à tous les niveaux.

Dans une société tournée vers l'intérêt général, la priorité serait d'organiser la répartition des soignants, médecins compris, pour assurer un accès équitable aux soins, non de défendre des intérêts privés sous couvert de « liberté ».

Accidents au travail : 21 000 morts en 20 ans

L'Humanité a tenté de chiffrer l'hécatombe dont sont victimes les salariés. En vingt ans, le travail a fauché plus de 21 000 salariés et en a blessé 13,5 millions. Et ces statistiques ne prennent en compte que les salariés du régime général. À ces derniers, il convient d'ajouter les données transmises par la Mutualité sociale agricole : au moins 3 125 agriculteurs sont morts depuis 2006. Il y a, de plus, huit millions d'actifs (indépendants, auto-entrepreneurs, livreurs à vélo, chauffeurs VTC, agents de la fonction publique, etc.) pour lesquels les données sont lacunaires.

Le travail tue et illustre on ne peut mieux la formule : perdre sa vie en la gagnant !

Ukraine : le bal des vautours

L'Ukraine et les États-Unis ont signé un accord sur la création d'un fonds d'investissement commun destiné à la reconstruction de l'Ukraine. Selon le texte, Washington bénéficiera d'un accès préférentiel aux nouveaux contrats sur les ressources naturelles, sur l'exploitation de minerais, du pétrole, de gaz et de terres rares pendant les dix prochaines années. En théorie, Kiev « *conservera l'entière propriété et le contrôle* » de ces richesses, mais il est certain que c'est Washington qui fera la loi.

Un bémol cependant : la majeure partie des gisements de charbon et 40 % des ressources métalliques du pays se trouvent dans la partie du pays occupé par la Russie, qui n'a pas l'intention de s'en dessaisir. Quant aux impérialistes européens, ils font la gueule pour avoir été écartés de la table du festin.

